

ministre n'a pas exactement approuvé la déclaration de MM. Davidson et Picard, quand il a déclaré:

Vous savez, nous nous plaignons souvent que Radio-Canada, en particulier le réseau français, regorge de séparatistes, et j'ose dire que c'est probablement exact à en juger par ses réalisations.

Dimanche soir, il a prodigué des flatteries à MM. Picard et Davidson et a déclaré qu'ils faisaient une besogne formidable. Mais il a poursuivi en disant, chose très inquiétante pour moi, ce qui arriverait s'ils ne réussissaient pas:

... on va les prendre, nos responsabilités, nous, au gouvernement. On mettra la clé dans la boîte. Vous savez, il ne faut pas penser qu'on ne le fera pas. Si c'est nécessaire, on peut en faire des programmes...

Le peuple canadien ne veut pas voir ses programmes de radio ou de télévision servir de cheval de Troie à l'élément séparatiste. Il n'y a aucun doute là-dessus. C'est un sujet qui le préoccupe grandement. Mais il ne veut pas non plus d'une main-mise directe du gouvernement sur un réseau d'état de radiotélévision.

Des voix: Bravo.

M. Stanfield: Le peuple canadien ne veut pas non plus entendre son premier ministre ou tout autre porte-parole du Gouvernement proférer des menaces comme celle-ci: «Si besoin en est, nous pouvons produire des programmes».

Qui? Le secrétaire d'État? Le premier ministre? ou le ministre des Transports, (M. Jamieson) avec l'expérience qu'il a acquise dans le domaine de la radio dans sa province natale, Terre-Neuve? Vont-ils diriger le réseau et produire les programmes?

Des voix: Ils ont déjà tenté de le faire.

L'hon. M. Stanfield: Mes honorables amis peuvent en rire à loisir mais c'est une affaire très sérieuse.

Que veut dire cette menace de placer le réseau sous la tutelle du gouvernement? Le premier ministre a déclaré—et je le cite de mon mieux en français:

● (12.50 p.m.)

[Français]

C'est possible, oui, c'est possible. Je n'ai pas de date précise à vous fournir, mais c'est possible.

[Traduction]

Une tutelle gouvernementale! La direction actuelle de Radio-Canada est une sorte de tutelle...

Des voix: Bravo.

[L'hon. M. Stanfield.]

L'hon. M. Stanfield: ... comptable au Parlement, non pas au gouvernement.

Des voix: Bravo.

L'hon. M. Stanfield: Bien entendu, il faudrait renvoyer tout employé qui se servirait de la Société pour faire de la propagande, y compris la propagande séparatiste—surtout peut-être la propagande séparatiste. La question ne se pose même pas.

Des voix: Bravo.

L'hon. M. Stanfield: Mais je dois dire, en toute franchise, qu'il n'appartient pas au très honorable représentant ni à ses collègues politiques de décider qui mérite d'être congédié.

S'il doit y avoir des congédiements, il faut procéder par les voies normales de façon à protéger les innocents et à en laisser l'initiative aux membres responsables de la direction. Étouffons dans l'oeuf tout embryon de mccarthyisme.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Nous nous préoccuons peut-être de Radio-Canada. Bien des gens s'en inquiètent, à cause de la question du séparatisme et de l'attention indue qu'on y accorde aux séparatistes, mais nous ne sommes pas à ce point hystériques que nous allons en confier la direction et la programmation au très honorable représentant et à ses collègues.

Nous connaissons déjà trop bien, nous de l'opposition, la tendance du premier ministre à caricaturer tous ses opposants en les traitant d'extrémistes de tout acabit ou de «nullités». Nous n'allons pas le laisser implanter une sorte de tutelle qui ferait du réseau sa chasse gardée ou celle de son parti.

Ma préoccupation, c'est que nous agissions, comme nous avons toujours essayé de le faire dans notre régime de démocratie parlementaire, en tenant compte de la protection due aux innocents et en respectant la procédure établie. Ma préoccupation n'est en rien diminuée, de fait elle est renforcée, par les graves accusations portées hier par M. Malcolm selon lesquelles des éléments subversifs financés de l'extérieur se sont infiltrés dans le Parti Québécois et dans la Compagnie des jeunes Canadiens. On dit que M. Malcolm a cité les noms de 27 agents présumés de subversion dans un discours qui ressemblait à la lecture d'un dossier de police. Je ne connais pas la source des renseignements de M. Malcolm, mais ils ne font qu'accroître mon inquiétude à l'égard des accusations selon lesquelles il y